

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION DE CABINET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail  
\*\*\*\*\*

## **RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2023**

La recherche de l'efficacité dans la gestion des finances publiques conduit la Direction Générale du Budget à élaborer un rapport trimestriel mettant en exergue les données chiffrées de l'exécution du budget.

Ce rapport du 3<sup>e</sup> trimestre 2023 décrit le contexte dans lequel le Collectif Budgétaire a été élaboré, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

## I. CONTEXTE D'ÉLABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2023

Le contexte dans lequel le projet de la Loi de Finances Rectificative a été élaboré est caractérisé par :

- Une pénurie de financement en Afrique subsaharienne ;
- Un risque d'instabilité macroéconomique en lien avec une envolée des cours des matières premières, des prix des denrées alimentaires et de pénuries récurrentes de carburants ;
- L'approbation par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International d'un programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en faveur de la République Centrafricaine.

### i) L'environnement économique et les perspectives en 2023

Les perspectives de l'économie mondiale restent incertaines dans un contexte caractérisé par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, les effets du conflit en Ukraine et l'héritage de trois années de pandémie de Covid-19. Les signes timides du début de l'année 2023 qui donnaient à penser que l'économie mondiale pourrait atterrir en douceur à la faveur d'un ralentissement de l'inflation et d'une croissance régulière se sont estompés compte tenu d'une inflation obstinément élevée et ; plus récemment, les perturbations du secteur financier.

**Aux Etats Unis**, la croissance devrait s'établir à 2,1 % en 2022, 1,6 en 2023 et 1,0% en 2024. Le niveau élevé de l'inflation et le durcissement des conditions financières freineront encore d'avantage les projets de dépenses dans l'ensemble de l'économie.

**Dans la zone Euro**, en dépit du resserrement des conditions de financement, l'économie devrait croître de 0,8% en 2023 et 1, 4% en 2024 et 2025.

**En Afrique Subsaharienne**, la région reste frappée par une pénurie de financement, due à la persistance de l'inflation mondiale et le resserrement des politiques monétaires qui ont entraîné une hausse des coûts d'emprunts et exercé une pression accrue sur les taux de changes. A cela, il faut ajouter les facteurs conjoncturels qui ont eux aussi, aggravé une situation financière déjà très difficile dans une région aux prises avec de profonds déséquilibres macroéconomiques.

Au regard de cette situation, l'activité économique restera atone et la croissance s'élèvera à 3,6% en 2023, avant de se redresser à un niveau de 4,2% en 2024.

**Dans la zone CEMAC**, grâce aux prix élevés du pétrole, à la levée des mesures d'endiguement de la Covid-19 et la gestion prudente de la manne pétrolière dans le cadre des programmes

soutenus par le Fonds Monétaire International, la croissance est de 3,4% en 2022 et estimée à plus de 3,5% sur le moyen terme.

**Au Plan National**, les perspectives à court et moyen terme restent incertaines.

Toutefois, la croissance du PIB réel devrait rebondir à 1,5% en 2023 tirée en partie par un ajustement des prix du carburant à la pompe. L'inflation moyenne devrait atteindre 6,5 % en 2023, en lien avec les pressions inflationnistes observées depuis 2022, suite à l'augmentation des prix alimentaires.

## ii) **Les facteurs explicatifs de l'élaboration du Collectif Budgétaire 2023**

Après quelques mois d'exécution du budget de l'exercice 2023, des informations susceptibles d'impacter la suite de l'année sont apparues ; ce qui laisse entrevoir la nécessité de réviser les prévisions budgétaires initiales.

Cette nécessité de révision se traduit par l'inscription dans le budget de l'Etat des nouvelles mesures, notamment :

- Les appuis budgétaires et les appuis projets dont les différentes conventions ont été signées après la promulgation de la loi de finances initiale 2023 ;
- Le transfert des menus recettes des différents Ministères vers le Compte Unique du Trésor conformément aux recommandations du séminaire gouvernemental ;
- Certains besoins pressants pour lesquels les informations y relatives n'étaient pas disponibles au moment de l'élaboration du projet de Loi de finances initiale 2023. Il s'agit entre autre de la prise en charge du prestataire V-CARE au Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et Télécommunications ;
- L'ajustement de la structure du marché et des prix des hydrocarbures.
- Le renflouement des crédits de certaines lignes budgétaires sensibles.

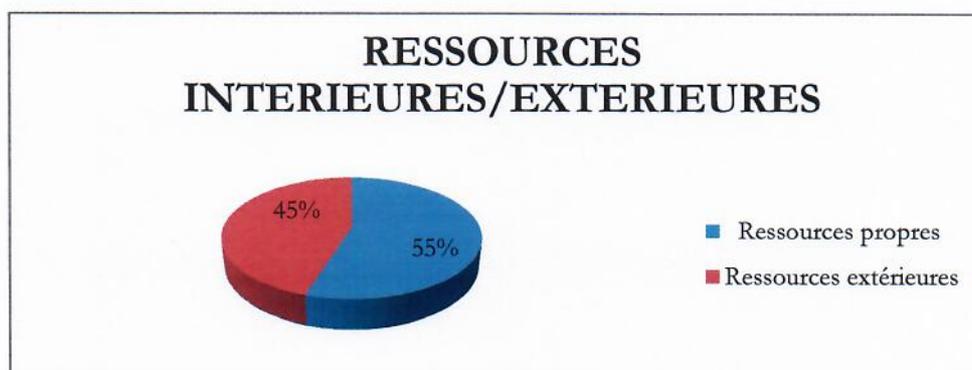
C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du Collectif Budgétaire ont été arrêtées.

**Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses du Collectif Budgétaire 2023 (en milliers de francs CFA)**

Libellés	Prévisions Collectif 2023
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>255 312 270</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>140 115 470</b>
Douanes	57 568 854
Impôts	60 563 777
Trésor	21 982 839
<b>Ressources extérieures</b>	<b>115 196 800</b>
Appuis budgétaires	27 000 000
Appuis projets	88 196 800
<i>Dons projets</i>	81 196 800
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000
<b>CHARGES</b>	<b>297 348 088</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>199 655 168</b>
Dépenses du Personnel	93 720 000
Dépenses de Biens et Services	43 799 500
Dépenses de Transferts et Subventions	50 390 222
Investissement sur ressources propres	11 745 446
<b>Charges financières</b>	<b>9 496 120</b>
<b>Financements extérieurs</b>	<b>88 196 800</b>
<b>Autres Dépenses</b>	
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 42 035 818</b>

Source : LF 2023

**Figure n° 1 : Répartition des Ressources**



**Figure n° 2 : Répartition des Charges**



## **II. EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2023**

L'exécution du budget à fin septembre 2023 a été réalisée dans un contexte marqué par des pénuries récurrentes des hydrocarbures et la hausse des prix des produits de première nécessité en lien avec la conjoncture économique internationale.

A fin septembre 2023, les ressources mobilisées s'élèvent à 251,31 milliards de francs CFA pour une prévision de 255,31 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 98,43% très supérieur à la cible de 75%. Ce taux très élevé s'explique par le recours important en Bon de Trésor. Par ailleurs, une hausse de 18,69% a été observée en comparaison à la mobilisation des ressources de la même période de l'exercice 2022.

S'agissant des dépenses, leur exécution à fin septembre a atteint le montant de 160,15 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 297,35 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,86%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une baisse de 4,64% a été constatée.

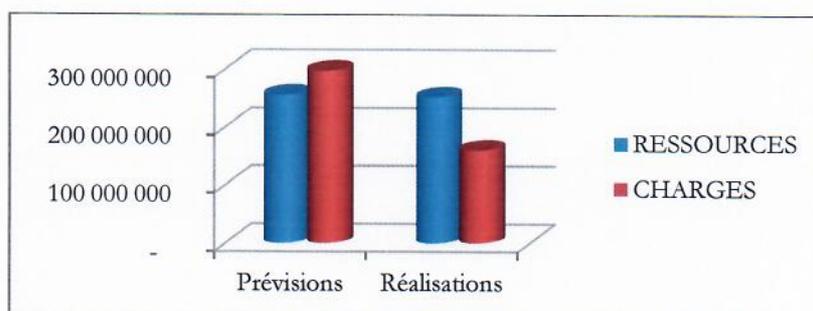
Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges :

**Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin septembre 2023 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 3e trimestre 2023	Réalisation à fin septembre 2023	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES</b>	211 731 937	255 312 270	148 745 914	102 560 088	251 306 002	98,43%
<b>Ressources intérieures</b>	118 598 000	140 115 470	107 915 000	72 495 000	180 410 000	128,76%
<b>Ressources propres</b>	95 997 000	140 115 470	67 386 000	29 427 000	96 813 000	69,10%
Douanes	39 916 000	57 568 854	25 534 000	12 646 000	38 180 000	66,32%
Impôts	39 184 000	60 563 777	27 111 000	9 508 000	36 619 000	60,46%
Trésor	16 897 000	21 982 839	14 741 000	7 273 000	22 014 000	100,14%
<b>Emprunts</b>	22 601 000	-	40 529 000	43 068 000	83 597 000	
<i>Bon du Trésor</i>	22 601 000	-	40 529 000	43 068 000	83 597 000	
<i>FMI et autres</i>		-				
<b>Ressources extérieures</b>	93 133 937	115 196 800	40 830 914	30 065 088	70 896 002	61,54%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	50 465 000	27 000 000	24 281 000	13 526 000	37 807 000	140,03%
Appuis projets	42 668 937	88 196 800	16 549 914	16 539 088	33 089 002	37,52%
<i>Dons projets</i>	42 067 414	81 196 800	16 549 914	15 891 240	32 441 154	39,95%
<i>Emprunts projets</i>	601 523	7 000 000		647 848	647 848	9,25%
<b>CHARGES</b>	167 939 456	297 348 088	99 740 102	60 406 583	160 146 685	53,86%
<b>Dépenses primaires</b>	123 866 269	199 655 168	82 459 619	43 867 495	126 327 114	63,27%
Personnel	63 384 262	93 720 000	46 320 419	23 277 685	69 598 104	74,26%
Biens et Services	23 903 845	43 799 500	14 763 819	7 934 604	22 698 423	51,82%
Transferts et subventions	28 068 245	50 390 222	19 118 954	10 676 323	29 795 277	59,13%
Investissement sur ressources propres	8 509 917	11 745 446	2 256 427	1 978 883	4 235 310	36,06%
<b>Charges Financières</b>		9 496 120	730 569		730 569	7,69%
<b>Financements extérieurs</b>	42 668 937	88 196 800	16 549 914	16 539 088	33 089 002	37,52%
<i>Personnel</i>	2 656 897	5 083 767	1 338 504	1 463 486	2 801 990	55,12%
<i>Biens et Services</i>	3 974 742				-	
<i>Investissements</i>	36 037 298	83 113 033	15 211 410	15 075 602	30 287 012	36,44%
<b>Autres Dépenses</b>	1 404 250					
<b>Solde budgétaire</b>	43 792 481	- 42 035 818	49 005 812	42 153 505	91 159 317	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPCI)

**Figure 3 : Prévisions et Réalisations du budget**



## II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts, du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour ce qui concerne les appuis projets.

### II.1.1) Ressources intérieures

Au 30 septembre 2023, les ressources intérieures se chiffrent à hauteur de 180,41 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 140,11 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 128,76%. Celles-ci sont constituées des ressources propres (96,81 milliards de francs CFA) et des emprunts (83,60 milliards de francs CFA).

En comparaison à l'exercice budgétaire 2022 de la même période, une hausse de 52,12% a été observée. Cette hausse se justifie par un recours important au Bon de Trésor contrairement à l'exercice budgétaire antérieur de la même période.

#### a) Ressources propres

A fin septembre 2023, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser la somme de 96,81 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 140,11 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 69,10%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une légère hausse de 0,85% a été observée.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées à fin septembre 2023 :

**Tableau n° 3 : Etat de recouvrement des recettes propres à fin septembre 2023 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er Semestre 2023	Réalisation au 3e trimestre 2023	Réalisation à fin septembre 2023	Taux de réalisation
<b>Douanes</b>	39 916 000	57 568 854	25 534 000	12 646 000	38 180 000	66,32%
<b>Impôts</b>	39 184 000	60 563 777	27 111 000	9 508 000	36 619 000	60,46%
<b>Trésor</b>	16 897 000	21 982 839	14 741 000	7 273 000	22 014 000	100,14%
<b>TOTAL</b>	<b>95 997 000</b>	<b>140 115 470</b>	<b>67 386 000</b>	<b>29 427 000</b>	<b>96 813 000</b>	<b>69,10%</b>

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

#### ➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Les recettes recouvrées par la DGDDI septembre 2023 s'élèvent à hauteur de 38,18 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 57,57 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 66,32%, inférieur à la cible de 75% souhaitée. Comparativement à la même période de l'exercice 2022, une baisse de 4,35% a été observée.

Le tableau ci-après présente la performance des recettes de la DGDDI par nature économique :

**Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Total réalisation au 1er semestre 2023	Total réalisation au 3e trimestre 2023	Total réalisation à fin septembre 2023	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	37 814 883	45 499 694	23 390 955	11 584 633	57 084 327	125,46%
<b>Droits de sorties</b>	397 621	994 198	438 426	217 135	655 561	65,94%
<b>Amendes et pénalités</b>	122 984	344 484	105 113	52 058	157 171	45,63%
<b>Recettes affectées</b>	1 125 040	10 251 142	1 100 281	544 927	1 645 208	16,05%
<b>Autres Recettes</b>	455 472	479 336	499 225	247 247	746 472	155,73%
<b>TOTAL</b>	<b>39 916 000</b>	<b>57 568 854</b>	<b>25 534 000</b>	<b>12 646 000</b>	<b>38 180 000</b>	<b>66,32%</b>

Source : DGDDI et PLT

### ➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin septembre 2023, sur une prévision annuelle de 60,56 milliards de francs CFA, la DGID a mobilisé 36,62 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 60,46%, ce qui est en deçà de la cible de 75% attendue. En comparaison avec la même période en 2022, une baisse de 6,55% a été constatée.

Le tableau ci-dessous met en exergue les réalisations de la DGID à fin septembre 2023 :

**Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID à fin septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 3e trimestre 2023	Réalisation à fin septembre 2023	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	33 798 582	54 701 005	24 255 542	8 506 573	32 762 115	59,89%
<b>Recettes non fiscales</b>	3 425 889	5 254 013	2 256 573	791 394	3 047 967	58,01%
<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>	265 597	-	-	-	-	-
<b>Produits divers et exceptionnels</b>	864 932	608 759	598 885	210 033	808 918	132,88%
<b>TOTAL</b>	<b>39 184 000</b>	<b>60 563 777</b>	<b>27 111 000</b>	<b>9 508 000</b>	<b>36 619 000</b>	<b>60,46%</b>

Source : DGID et PLT

### ➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Sur une prévision annuelle de 21,98 milliards de francs CFA, la DGTCP a mobilisé à fin septembre 2023 la somme de 22,01 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation d'un peu plus de 100%.

Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires et aux autres recettes dans la performance de la DGTCP.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin septembre 2023 :

**Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 3e trimestre 2023	Réalisation à fin septembre 2023	Taux réalisation
Recettes non fiscales	9 142 968	18 539 330	4 819 000	6 133 719	10 952 719	59,08%
Produits exceptionnels	7 754 032	1 526 500	7 139 000	505 041	7 644 041	500,76%
Taxes et Redevances		1 000 000	905 000	330 849	1 235 849	123,58%
Produits financiers		917 009	1 878 000	303 391	2 181 391	237,88%
<b>TOTAL</b>	<b>16 897 000</b>	<b>21 982 839</b>	<b>14 741 000</b>	<b>7 273 000</b>	<b>22 014 000</b>	<b>100,14%</b>

**Source : DGTCP (PLT)**

### **b) Les emprunts**

A fin septembre 2023, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 83,60 milliards de francs CFA, constitué uniquement de Bon de Trésor.

### **II.1.2) Financement extérieur**

Au 30 septembre 2023, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 70,90 milliards de francs CFA sur une prévision de 115,20 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 61,54%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (Tirages lignes BGFI et BSIC : 37,81 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (33,09 milliards de francs CFA).

## **II.2) Situation de l'exécution des dépenses**

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées à fin septembre 2023 est faite à partir des données extraites l'applicatif SIM\_BA et de la collecte des données auprès de la DGTCP et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

### **II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses**

Au 30 septembre 2023, l'exécution des dépenses par titre de l'Etat affiche un niveau de réalisation de 160,15 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 297,35 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,86%. En comparaison à la réalisation de l'année dernière à la même période, une baisse de 4,64% a été observée.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre à fin septembre 2023 est décrite dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Réalisation au 1er semestre 2023	Réalisation au 3e trimestre 2023	Réalisation à fin septembre 2023	Taux de réalisation
<b>CHARGES</b>	167 939 456	297 348 088	99 740 102	60 406 583	160 146 685	53,86%
<b>Dépenses primaires</b>	123 866 269	199 655 168	82 459 619	43 867 495	126 327 114	63,27%
Personnel	63 384 262	93 720 000	46 320 419	23 277 685	69 598 104	74,26%
Biens et Services	23 903 845	43 799 500	14 763 819	7 934 604	22 698 423	51,82%
Transferts et subventions	28 068 245	50 390 222	19 118 954	10 676 323	29 795 277	59,13%
Investissement sur ressources propres	8 509 917	11 745 446	2 256 427	1 978 883	4 235 310	36,06%
<b>Charges Financières</b>		9 496 120	730 569		730 569	7,69%
<b>Financements extérieurs</b>	42 668 937	88 196 800	16 549 914	16 539 088	33 089 002	37,52%
<i>Personnel</i>	2 656 897	5 083 767	1 338 504	1 463 486	2 801 990	55,12%
<i>Biens et Services</i>	3 974 742				-	
<i>Investissements</i>	36 037 298	83 113 033	15 211 410	15 075 602	30 287 012	36,44%

Source : DGB (Sim\_ba)

### a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organes et aux investissements sur ressources propres de l'Etat. Au 30 septembre 2023, elles s'élèvent à 126,33 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 199,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 63,27%. En comparaison à l'exercice antérieur de la même période, une hausse de 1,99% a été observée.

#### i) Dépenses du personnel

A fin septembre 2023, sur une prévision de 93,72 milliards de francs CFA les dépenses liées au traitement du personnel s'élèvent à hauteur de 69,60 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 74,26%, proche de la cible de 75%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 9,80% a été constatée.

#### ii) Dépenses des biens et services

Au 30 septembre 2023, les dépenses des biens et services s'élèvent à 22,70 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 43,80 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,82%.

En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 5,04% a été enregistrée.

#### iii) Dépenses de transferts et subventions

A fin septembre 2023, les dépenses de transferts et subvention s'élèvent à hauteur de 29,79 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 50,39 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,13%. Comparativement à l'exercice 2022 de la même période, une hausse de 6,15% a été observée.

#### iv) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 30 septembre 2023, les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à hauteur de 4,23 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 11,74 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 36,06%, très en deça de la cible de 75%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 50,23% a été constatée.

#### b) Dépenses relatives à la charge financière

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la prise en charge de leur exécution dans le budget n'est effective qu'après avoir procédé à leur régularisation au niveau de la Direction Générale du Budget. Au 30 septembre 2023, le montant régularisé des charges financières s'élève à hauteur de 0,73 milliard de francs CFA, sur une prévision de 9,50 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 7,69%.

#### c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 88,20 milliards de francs CFA, les dépenses des financements extérieur à fin septembre 2023 ont été exécutées à hauteur de 33,09 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,52%.

### II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont les frais liés aux évacuations sanitaires, les frais de réception des personnalités et ceux des missions à l'intérieur et à l'extérieur. Au 30 septembre 2023, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 7,54 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par Ordre de paiement :

**Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Prévision Collectif 2023	Exécution OP au 1er semestre 2023	Exécution OP au 3e trimestre 2023	Exécution OP à fin septembre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières	9 496 120			-	0,00%
Biens et services	43 799 500	5 742 096	1 065 593	6 807 689	15,54%
Intervention	50 390 222	572 873	156 902	729 775	1,45%
Investissement sur BEC	11 745 446			-	0,00%
Total	115 431 288	6 314 969	1 222 495	7 537 464	6,53%

Source : DGB

### II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au 30 septembre 2023, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution divers et varié. Seules les dépenses liées à la « *Protection de l'environnement* » ont dépassé le seuil de 60%. Les dépenses relatives à la « *Protection sociale* » et aux « *Loisirs*,

« culture et culte » montrent un niveau d'exécution encourageant, atteignant respectivement 49,83% et 49,64% de taux d'exécution. Toutefois, les dépenses relatives à la « Défense », à la « Santé », et à « l'Enseignement » ont dépassé chacune les 30% du taux d'exécution. Par ailleurs, les dépenses liées aux « Services généraux des Administrations Publiques », à la « Sécurité Publique » et aux « Logements et Equipements Collectifs » ont dépassé le seuil de 20% du taux d'exécution.

**Tableau n°: Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA) :**

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision	Engagé	Taux d'exécution
01	Services généraux des administrations publiques	192 658 707	57 431 893	29,81%
02	Défense	20 776 802	6 379 302	30,70%
03	Ordre et sécurité publics	13 354 837	3 916 783	29,33%
04	Affaires économiques	26 889 602	1 858 632	6,91%
05	Protection de l'environnement	89 950	56 067	62,33%
06	Logements et équipements collectifs	3 148 297	707 137	22,46%
07	Santé	4 395 824	1 414 101	32,17%
08	Loisirs, culture et culte	2 076 248	1 030 709	49,64%
09	Enseignement	20 235 595	7 311 327	36,13%
10	Protection sociale	205 546	102 430	49,83%
<b>Total général</b>		<b>283 831 408</b>	<b>80 208 380</b>	<b>28,26%</b>

**Source : Sim\_ba**

#### II.2.4) Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage, de l'Energie et des PME- PMI.

L'exécution des dépenses de ces départements est suivie dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 98,46 milliards de francs CFA et leur exécution à fin septembre 2023 se chiffre à hauteur de 41,63 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 42,28%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

##### a) Personnel

Au 30 septembre 2023, sur une prévision annuelle de 24,83 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses liées au traitement du personnel des secteurs sociaux s'élève à hauteur de 19,10 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 76,90% ce qui est légèrement supérieur à la

prévision au troisième trimestre 2023. Cette légère hausse par rapport à la prévision de taux d'exécution est visible sur la plupart des dépenses du personnel des secteurs sociaux.

**b) Fonctionnement**

Pour une prévision globale 12,64 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services à fin septembre 2023 des secteurs sociaux se chiffre à 5,67 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 44,86%, très en deça de la cible souhaitée.

**c) Intervention**

A fin septembre 2023, sur une prévision annuelle de 9,58 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 4,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 42,15%.

**d) Investissement**

L'exécution des dépenses d'investissement au 30 septembre 2023 s'élève à 12,83 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 51,41 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,95%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

**Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux.**

	<b>Dotation Collectif 2023</b>	<b>Réalisations au 1er Semestre 2023</b>	<b>Réalisations au 3e Trimestre 2023</b>	<b>Réalisations à fin septembre 2023</b>	<b>Taux d'exécution</b>
<b>Education</b>	<b>31 633 000</b>	<b>11 840 444</b>	<b>7 479 839</b>	<b>19 320 283</b>	<b>61,08%</b>
Titre II: Personnel	17 616 158	9 452 805	4 107 074	13 559 879	76,97%
Titre III: Biens et Services	4 100 092	1 587 968	554 349	2 142 317	52,25%
Titre IV: Transferts	2 812 250	611 233	456 535	1 067 768	37,97%
Titre V: Investissements	7 104 500	188 438	2 361 881	2 550 319	35,90%
<i>Sur ressources propres</i>	1 504 500	188 438	41 994	230 432	15,32%
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 600 000		2 319 887	2 319 887	41,43%
<b>Santé</b>	<b>23 263 110</b>	<b>6 547 793</b>	<b>5 204 658</b>	<b>11 752 451</b>	<b>50,52%</b>
Titre II: Personnel	4 745 833	2 344 141	1 321 954	3 666 095	77,25%
Titre III: Biens et Services	7 372 877	1 611 572	1 433 668	3 045 240	41,30%
Titre IV: Transferts	3 714 000	870 364	291 053	1 161 417	31,27%
Titre V: Investissements	7 430 400	1 721 716	2 157 983	3 879 699	52,21%
<i>Sur ressources propres</i>	430 400	26 248	47 336	73 584	17,10%
<i>Sur ressources extérieures</i>	7 000 000	1 695 468	2 110 647	3 806 115	54,37%
<b>Action Humanitaire</b>	<b>2 070 892</b>	<b>270 217</b>	<b>1 267 270</b>	<b>1 537 487</b>	<b>74,24%</b>
Titre II: Personnel	267 706	132 016	70 113	202 129	75,50%
Titre III: Biens et Services	135 336	27 605	24 157	51 762	38,25%
Titre IV: Transferts	523 750	101 000	169 289	270 289	51,61%
Titre V: Investissements	1 144 100	9 596	1 003 711	1 013 307	88,57%
<i>Sur ressources propres</i>	144 100	9 596		9 596	6,66%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000		1 003 711	1 003 711	100,37%
<b>Promotion du Genre</b>	<b>1 413 959</b>	<b>264 992</b>	<b>325 416</b>	<b>590 408</b>	<b>41,76%</b>
Titre II: Personnel	406 959	200 023	101 899	301 922	74,19%
Titre III: Biens et Services	144 250	44 473	19 433	63 906	44,30%
Titre IV: Transferts	174 750	10 500	140 274	150 774	86,28%
Titre V: Investissements	688 000	9 996	63 810	73 806	10,73%
<i>Sur ressources propres</i>	108 000	9 996	63 810	73 806	68,34%
<i>Sur ressources extérieures</i>	580 000			-	0,00%
<b>Développement Rural</b>	<b>23 107 348</b>	<b>3 222 095</b>	<b>1 897 093</b>	<b>5 119 188</b>	<b>22,15%</b>
Titre II: Personnel	804 573	395 353	207 611	602 964	74,94%
Titre III: Biens et Services	259 186	20 796	126 521	147 317	56,84%
Titre IV: Transferts	1 936 165	856 375	311 875	1 168 250	60,34%
Titre V: Investissements	20 107 424	1 949 571	1 251 086	3 200 657	15,92%
<i>Sur ressources propres</i>	607 424	29 520	189 313	218 833	36,03%
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 500 000	1 920 051	1 061 773	2 981 824	15,29%

<b>Elevage et Santé Animale</b>	<b>775 102</b>	<b>303 432</b>	<b>140 512</b>	<b>443 944</b>	<b>57,28%</b>
Titre II: Personnel	421 043	208 569	107 000	315 569	74,95%
Titre III: Biens et Services	150 180	16 185	8 512	24 697	16,44%
Titre IV: Transferts	127 379	48 439	20 000	68 439	53,73%
Titre V: Investissements	76 500	30 239	5 000	35 239	46,06%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500	30 239	5 000	35 239	46,06%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
<b>Energie</b>	<b>15 394 985</b>	<b>865 831</b>	<b>1 686 654</b>	<b>2 552 485</b>	<b>16,58%</b>
Titre II: Personnel	279 873	162 867	67 032	229 899	82,14%
Titre III: Biens et Services	437 550	84 337	93 955	178 292	40,75%
Titre IV: Transferts	140 062	25 000	50 000	75 000	53,55%
Titre V: Investissements	14 537 500	593 627	1 475 667	2 069 294	14,23%
<i>Sur ressources propres</i>	1 687 500		380 622	380 622	22,56%
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 850 000	593 627	1 095 045	1 688 672	13,14%
<b>PME-PMI</b>	<b>804 964</b>	<b>200 471</b>	<b>115 704</b>	<b>316 175</b>	<b>39,28%</b>
Titre II: Personnel	290 326	145 290	72 708	217 998	75,09%
Titre III: Biens et Services	37 538	11 636	4 246	15 882	42,31%
Titre IV: Transferts	150 000	37 500	37 500	75 000	50,00%
Titre V: Investissements	327 100	6 045	1 250	7 295	2,23%
<i>Sur ressources propres</i>	52 100	6 045	1 250	7 295	14,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	275 000			-	0,00%
<b>Total Personnel</b>	<b>24 832 471</b>	<b>13 041 064</b>	<b>6 055 391</b>	<b>19 096 455</b>	<b>76,90%</b>
<b>Total Biens et Services</b>	<b>12 637 009</b>	<b>3 404 572</b>	<b>2 264 841</b>	<b>5 669 413</b>	<b>44,86%</b>
<b>Total Transferts</b>	<b>9 578 356</b>	<b>2 560 411</b>	<b>1 476 526</b>	<b>4 036 937</b>	<b>42,15%</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>51 415 524</b>	<b>4 509 228</b>	<b>8 320 388</b>	<b>12 829 616</b>	<b>24,95%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	4 610 524	300 082	729 325	1 029 407	22,33%
<i>Sur ressources extérieures</i>	46 805 000	4 209 146	7 591 063	11 800 209	25,21%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 463 360</b>	<b>23 515 275</b>	<b>18 117 146</b>	<b>41 632 421</b>	<b>42,28%</b>

Sources : DGB, DGPE (MEPCI)

### II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et les frais de transports) et les dépenses d'évacuation sanitaires (frais de transport et les frais d'hospitalisation).

Au 30 septembre 2023, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 3,20 milliards francs CFA sur une prévision annuelle de 4,96 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 64,45%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 798,93 millions de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,10 milliard de francs CFA, représentant un taux de 72,63%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après :

**Tableau n°10 : Exécution des dépenses spécifiques au 30 septembre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Exécution à fin septembre 2022	Prévision Collectif 2023	Exécution au 1er semestre 2023	Exécution au 3e trimestre 2023	Exécution à fin septembre 2023	Taux
<b>Mission à l'étranger</b>	<b>1 765 179</b>	<b>4 961 466</b>	<b>3 100 309</b>	<b>97 108</b>	<b>3 197 417</b>	<b>64,45 %</b>
<i>Indemnités</i>	1 019 598	2 450 000	1 696 655	46 150	1 742 805	71,13%
<i>Frais de transport</i>	745 581	2 511 466	1 403 654	50 958	1 454 612	57,92%
<b>Evacuation sanitaire</b>	<b>588 392</b>	<b>1 100 000</b>	<b>749 922</b>	<b>49 009</b>	<b>798 931</b>	<b>72,63 %</b>
<i>Frais de transport</i>	172 134	250 000	149 970	- 8 221	141 749	56,70%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	416 258	850 000	599 952	57 230	657 182	77,32%

Source : DGB

### III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget au troisième trimestre 2023 reste influencée par les effets de la guerre en Ukraine à travers l'augmentation des prix des hydrocarbures, ce qui a entraîné la révision des prévisions budgétaires de la Loi des Finances Initiale. En vue de faire face aux conséquences de ces crises, l'Etat doit prendre des mesures permettant la mobilisation des ressources domestiques afin de faire face à ses charges régaliennes.



**Amélie Jeannine BEHOROU**  
Directrice Générale du Budget

## ANNEXES

### **Annexe 1** : Exécution des dépenses du personnel à fin septembre 2023

Institution / Ministère	Charges de personnel		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 169 202	2 416 394	76,25%
ASSEMBLEE NATIONALE	242 506	176 147	72,64%
PRIMATURE	1 155 697	837 961	72,51%
COUR CONSTITUTIONNELLE	463 114	281 032	60,68%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	128 074	93 332	72,87%
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	185 687	124 067	66,81%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	144 830	102 808	70,98%
HAUTE COUR DE JUSTICE		-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	210 962	156 349	74,11%
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS		-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	399 797	299 116	74,82%
MINISTERE DE LA JUSTICE	3 141 100	2 395 544	76,26%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 045 232	205 681	19,68%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 907 569	2 147 560	73,86%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	33 892 025	25 399 125	74,94%
MINISTERE CHARGE DU DDRR	165 788	122 048	73,62%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	9 404 539	6 675 168	70,98%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	5 362 519	3 907 482	72,87%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	630 647	445 351	70,62%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	603 630	455 523	75,46%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	358 702	265 952	74,14%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 115 337	9 989 224	76,16%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 500 821	3 570 654	79,33%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	355 082	260 284	73,30%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	566 532	414 338	73,14%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	4 745 833	3 666 096	77,25%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	267 706	202 129	75,50%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	406 959	301 922	74,19%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	404 714	298 329	73,71%
MINISTERE DE L'URBANISME	437 276	324 963	74,32%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	495 364	363 941	73,47%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	383 982	292 379	76,14%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	279 873	229 900	82,14%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	530 856	389 466	73,37%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	565 362	488 298	86,37%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	290 326	217 998	75,09%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	804 573	602 963	74,94%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	421 044	315 570	74,95%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	738 519	563 646	76,32%
MINISTERE DU TOURISME	464 834	345 301	74,28%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	333 387	254 065	76,21%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>93 720 000</b>	<b>69 598 104</b>	<b>74,26%</b>

**Annexe 2** : Exécution des dépenses des Biens et Services à fin septembre 2023

Institution / Ministère	Biens et Services		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	4 157 000	3 090 816	74,35%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	8 390 590	4 071 027	48,52%
ASSEMBLEE NATIONALE	184 000	21 675	11,78%
PRIMATURE	1 937 603	1 177 936	60,79%
COUR CONSTITUTIONNELLE	76 913	23 811	30,96%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		-	
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	23 472	13 706	58,40%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	4 000	-	0,00%
HAUTE COUR DE JUSTICE	28 750	11 271	39,20%
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	5 000	-	0,00%
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS		-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	293 154	212 495	72,49%
MINISTERE DE LA JUSTICE	554 587	239 673	43,22%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	76 156	27 260	35,79%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	871 545	301 765	34,62%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	5 563 945	2 593 466	46,61%
MINISTERE CHARGE DU DDRR	64 275	26 059	40,54%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	3 581 152	2 128 718	59,44%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 700 315	1 753 016	64,92%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	128 717	66 177	51,41%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	74 100	32 307	43,60%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	35 250	14 473	41,06%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	3 249 150	1 802 665	55,48%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	850 942	339 652	39,91%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	174 630	75 457	43,21%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	809 247	566 344	69,98%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	7 372 877	3 045 240	41,30%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	135 335	51 762	38,25%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	144 250	63 906	44,30%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	70 218	36 538	52,03%
MINISTERE DE L'URBANISME	264 324	101 668	38,46%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	52 075	22 627	43,45%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	99 525	30 834	30,98%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	437 550	178 293	40,75%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	263 270	49 298	18,73%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	34 000	11 716	34,46%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	37 537	15 882	42,31%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	259 186	147 317	56,84%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	150 180	24 697	16,45%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	32 445	14 361	44,26%
MINISTERE DU TOURISME	228 088	126 631	55,52%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	384 142	187 882	48,91%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43 799 495</b>	<b>22 698 423</b>	<b>51,82%</b>

**Annexe 3** : Exécution des dépenses de Transferts à fin septembre 2023

Institution / Ministère	Dépenses des Transferts		
	Prévisions	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	14 762 500	8 000 086	54,19%
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	115 000	87 500	76,09%
ASSEMBLEE NATIONALE	9 895 536	7 260 402	73,37%
PRIMATURE	1 096 000	683 494	62,36%
COUR CONSTITUTIONNELLE	5 000	-	0,00%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	498 442	399 221	80,09%
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	55 000	27 500	50,00%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	115 000	86 250	75,00%
HAUTE COUR DE JUSTICE		-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	180 000	165 000	91,67%
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 400 000	2 400 000	100,00%
MINISTERE CHARGE DU SGG	4 626	-	0,00%
MINISTERE DE LA JUSTICE	115 492	45 353	39,27%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 461 000	1 210 459	82,85%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	384 500	332 770	86,55%
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	145 800	85 122	58,38%
MINISTERE CHARGE DU DDRR	345 000	165 340	47,92%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	277 500	128 496	46,30%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 140 625	696 484	61,06%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	725 000	338 772	46,73%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	126 900	58 675	46,24%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	5 000	-	0,00%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	85 750	50 000	58,31%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 726 500	1 017 768	37,33%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	160 500	106 750	66,51%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	162 750	53 150	32,66%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	3 714 000	1 161 417	31,27%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	523 750	270 289	51,61%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	174 750	150 774	86,28%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	2 170 000	1 257 500	57,95%
MINISTERE DE L'URBANISME	195 100	144 075	73,85%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	76 250	51 422	67,44%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	195 000	153 750	78,85%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	140 062	75 000	53,55%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 350 200	776 400	33,04%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	202 000	130 263	64,49%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	150 000	75 000	50,00%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 936 165	1 168 250	60,34%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	127 378	68 439	53,73%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	864 000	625 000	72,34%
MINISTERE DU TOURISME	92 145	59 107	64,15%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	490 000	230 000	46,94%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>50 390 221</b>	<b>29 795 277</b>	<b>59,13%</b>

**Annexe 4** : Exécution des dépenses d'investissements sur ressources propres à fin septembre 2023

Institution / Ministère	Dépenses d'investissements		
	Prévisions Collectif	Engagé	Taux
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	475 100	426 521	89,77%
ASSEMBLEE NATIONALE	230 000	-	0,00%
PRIMATURE	926 000	317 386	34,27%
COUR CONSTITUTIONNELLE	11 000	4 999	45,45%
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		-	
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	6 800	2 499	36,75%
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION		-	
HAUTE COUR DE JUSTICE		-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV		-	
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS		-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	100 500	17 163	17,08%
MINISTERE DE LA JUSTICE	124 750	35 148	28,17%
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	30 000	18 249	60,83%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES		-	
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	423 274	431 984	102,06%
MINISTERE CHARGE DU DRR	26 966	2 249	8,34%
MINISTERE DE L'INTERIEUR	86 250	37 490	43,47%
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 232 380	654 346	53,10%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	75 150	17 871	23,78%
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	17 000	2 249	13,23%
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	14 500	-	0,00%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	694 500	205 438	29,58%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	810 000	24 994	3,09%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	765 000	57 495	7,52%
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	17 752	9 220	51,94%
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	430 400	73 584	17,10%
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	144 100	9 596	6,66%
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	108 000	73 806	68,34%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	1 467 000	259 903	17,72%
MINISTERE DE L'URBANISME	110 000	109 873	99,88%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	163 925	109 092	66,55%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	5 000	-	0,00%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	1 687 500	380 623	22,56%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	180 000	4 998	2,78%
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	40 500	19 695	48,63%
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	52 100	7 295	14,00%
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	607 424	218 833	36,03%
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	76 500	35 239	46,06%
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	22 200	402 497	1813,05%
MINISTERE DU TOURISME	183 875	144 981	78,85%
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	400 000	119 996	30,00%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 745 446</b>	<b>4 235 310</b>	<b>36,06%</b>

**Annexe 5** : Exécution des dépenses du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2023

Code	Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Dépenses du Personnel		Dépenses des Biens et Services		Dépenses des Transferts		Dépenses d'investissements	
			Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	28 415 620 000			1 181 461 911	415 789 881	2 191 562 284	246 571 897		
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	12 149 892 000	759 983 158	759 983 158	665 707 421	598 899 278	50 000 000	50 000 000	6 216 873	798 600
02	ASSEMBLEE NATIONALE	10 552 042 000	60 412 770	60 412 770	6 607 000	3 194 366	2 405 314 500	2 405 314 500		
03	PRIMATURE	5 115 299 936	295 613 474	295 613 474	307 762 790	274 576 453	235 552 273	231 737 957	173 556 090	55 299 324
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	556 027 272	53 491 472	53 491 472	1 126 212	996 600				
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	626 515 644	32 538 251	32 538 251			150 000 000	66 080 000		
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	270 959 264	35 339 014	35 339 014						
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	263 829 976	36 170 183	36 170 183			28 750 000	28 750 000		
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	28 750 000			4 521 198	2 457 360				
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	395 961 764	53 056 771	53 056 771			55 000 000	40 000 000		
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 400 000 000					1 200 000 000	1 200 000 000		
12	MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	798 077 500	100 668 135	100 668 135	339 955 307	23 012 500			2 249 998	
13	MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET DE LA BONNE GOUVERNANCE, GARDE DES SCEAUX	4 935 929 417	758 083 574	758 083 574	67 860 602	52 286 042	10 181 500	7 275 000	5 898 997	2 149 140
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE, DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	3 612 388 000	201 954 970	201 954 970	8 437 479	4 573 684	777 959 300	478 896 646	6 749 275	6 749 275
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA FRANCOPHONIE ET DES CENTRAFRICAINS DE L'ETRANGER	4 163 614 813	741 063 290	741 063 290	134 101 302	90 662 878	88 673 083			
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DE LA RECONSTRUCTION DE L'ARMEE	40 025 043 678	8 533 686 807	8 533 686 807	789 781 649	580 264 654	20 307 500	17 807 500	168 262 389	67 217 404
22	MINISTERE CHARGE DU DESARMEMENT, DE LA DEMOBILISATION, REINTEGRATION, DU RAPATRIEMENT ET DU SUIVI DE L'ACCORD POLITIQUE POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION	1 602 029 579	41 188 193	41 188 193	12 871 558	6 153 600	146 590 000	35 000 000	2 449 400	
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	13 349 441 488	2 119 498 984	2 119 498 984	1 387 510 877	580 575 075	4 500 000	4 500 000	22 312 224	9 524 585
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	12 100 838 972	1 335 375 497	1 335 375 497	630 559 228	437 672 974	87 825 000	87 825 000	364 578 690	22 246 110
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA	15 086 314	149 007	149 007	16 688	8 145	41 750	40 789	4 605	

	COOPERATION	308	577	577	925	178	000	251	867	
32	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	821 630 108	148 821 586	148 821 586	13 422 540	625 000				
33	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	413 452 316	89 325 944	89 325 944						
40	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	22 244 737 000	3 038 189 268	3 038 189 268	328 994 353	119 686 316		6 000 000	4 691 474	
41	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE	9 388 263 000	933 649 480	933 649 480	130 481 643	95 411 742	453 232 500	423 232 500		
50	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 455 213 162	87 411 452	87 411 452	17 756 958	11 628 290	30 000 000	30 000 000		
51	MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	1 556 281 695	145 915 056	145 915 056	10 545 480		12 650 000	5 094 600	4 309 676	
60	MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	23 263 110 596	1 115 734 955	1 115 734 955	1 188 879 226	792 212 298	314 066 498	35 448 987	38 606 932	12 348 600
70	MINISTÈRE DE L'ACTION HUMANITAIRE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE	2 070 891 616	68 222 495	68 222 495	22 182 219	11 330 975	169 289 132	100 394 850		
71	MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU GENRE, DE LA PROTECTION DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT	1 413 959 000	99 439 245	99 439 245	21 736 350	13 325 500	130 273 930	104 187 111		
80	MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	17 511 933 056	99 977 753	99 977 753	9 724 506	2 457 863	487 500 000	37 500 000		
81	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE LA REFORME FONCIERE, DE LA VILLE ET DE L'HABITAT	1 556 699 920	72 359 304	72 359 304	32 583 737	19 788 929	96 575 000	83 003 649	104 993 533	78 112 500
82	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	787 613 312	118 178 149	118 178 149	1 983 750		20 000 000	750 000	1 249 500	1 249 500
83	MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	1 183 506 532	43 100 898	43 100 298	34 890 917	5 936 000	1 500 000	56 250 000	38 764 331	
84	MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES	15 394 984 608	100 645 818	100 645 818	87 417 836	58 355 557	49 999 998	49 999 998	341 771 174	230 947 384
85	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	5 624 325 740	976 097 979	15 000 000	15 456 939	7 038 492	258 800 100	253 744 292		
90	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	841 862 164	138 601 270	138 601 270	7 554 067	1 917 400	47 337 500	29 337 500	7 747 139	4 830 250
91	MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	804 963 644	71 868 683	71 868 683	10 832 830	812 500	37 500 000	37 500 000	7 994 700	
92	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	23 107 348 000	207 036 163	207 036 163	4 485 159	252 000	69 375 000	25 000 000	137 343 850	26 251 000
93	MINISTÈRE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	775 101 750	107 871 776	107 871 776	2 661 840	1 636 000			8 246 225	8 246 225
94	MINISTÈRE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	5 957 164 124	167 879 817	167 879 817	10 616 504	4 237 289	215 000 000	198 973 672	2 500 000	2 500 000
95	MINISTÈRE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	968 941 652	119 108 977	119 108 977	65 698 923	27 692 300	27 617 320	16 117 320	35 735 700	27 300 000
96	MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 757 529 296	81 549 559	81 549 559	3 446 240		20 000 000	20 000 000	63 978 924	21 008 000
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>297 348 087 902</b>	<b>23 338 117 747</b>	<b>22 368 809 168</b>	<b>7 547 351 476</b>	<b>4 249 168 974</b>	<b>9 989 432 418</b>	<b>6 424 501 961</b>	<b>1 518 142 080</b>	<b>585 779 047</b>

